

# Le Conseil national du PCF adopte l'offre politique nationale pour les régionales 2010

Mis en ligne : 25 octobre

Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important.

Elles vont décider des orientations politiques dans les régions, un échelon territorial dont l'importance n'a cessé de grandir, et elles constitueront la dernière occasion donnée à l'ensemble des électrices et des électeurs de s'exprimer sur la politique conduite dans le pays avant 2012.

Elles se préparent dans une situation politique en pleine évolution, dans un contexte d'urgences sociales, politiques, environnementales, démocratiques grandissantes. Des urgences auxquelles il devient chaque jour plus pressant d'apporter des réponses.

La crise capitaliste s'aggrave lourdement depuis un an. Chômage, à caractère massif pour les jeunes, fermetures d'usines, plans de licenciements, inégalités et pauvreté, remise en cause des droits des femmes, détresse au travail, atteintes aux libertés, mal vie dans les quartiers, crise agricole et alimentaire, alertes écologiques... tous les clignotants sont au rouge.

Loin de combattre la crise, la politique de Nicolas Sarkozy et de sa majorité UMP, étale son indécence, en se révélant aux yeux d'un nombre grandissant de Françaises et de Français pour ce qu'elle est : une politique injuste et égoïste au service de la seule classe dominante, des privilèges de l'argent, et des logiques de rentabilité.

Cette politique développe d'énormes contradictions. Des fonds publics considérables sont mobilisés au profit des actionnaires, des banques et des grands groupes sans aucune contre-partie pour l'emploi, les salaires et les qualifications. Cet argent nourrit la relance de la spéculation sans que soient traitées les causes de la crise. Cela prépare une récession plus grave encore.

Cette politique est maintenant régulièrement et massivement contestée, comme on le voit avec les luttes multiples qui se développent dans tous les secteurs de la société, comme on l'a vu avec la formidable mobilisation citoyenne contre le projet de privatisation de La Poste. Mais la droite s'obstine à imposer coûte que coûte ses décisions et cherche même à en accélérer le rythme. Nicolas Sarkozy s'enfoncé pour cela dans un exercice de plus en plus autoritaire de son pouvoir présidentiel. C'est un véritable bras de fer qui est engagé entre ce pouvoir et une partie grandissante de notre peuple qui exprime le besoin de politiques qui répondent réellement à leurs attentes.

Face à cette situation, la combativité sociale ne faiblit pas. Mais grandit aussi le besoin d'une alternative politique. Une attente et une disponibilité nouvelles mûrissent dans le pays pour travailler aux constructions qui permettraient à cette alternative politique de voir le jour.

Rien n'est joué. Car, face à la droite, la confusion règne à gauche sur le projet qui devrait être opposé à cette politique et sur la nature des rassemblements, des constructions politiques, des alliances qui lui permettraient de devenir majoritaire. Alors que les attentes, les forces disponibles existent pour construire une issue réellement à gauche, le risque est grand qu'elles se dispersent, se divisent, s'égarer dans des opérations de recomposition qui ne cessent d'être lancées pour obscurcir toute perspective réelle de réponse à la crise capitaliste. Alliances au

centre, primaires ouvertes, coupure irrémédiable de la gauche en deux, instrumentalisation de la question écologique à des fins de recomposition... les fausses pistes ne manquent pas, au plan national comme dans les régions, pour conduire les forces de gauche dans de nouvelles impasses, vers de nouvelles défaites, leur faire accepter de nouveaux renoncements.

Les forces de gauche peuvent se retrouver côte à côte dans des luttes contre la politique sarkozyste, mais à ce jour ne se rassemblent pas sur un projet. Le PS parle de rassemblement à gauche mais n'opère pas de clarification forte sur son projet et entretient le flou sur des alliances de second tour avec le Modem. Les Verts parlent eux aussi de rassemblement à gauche mais les listes Europe Écologie poursuivent la construction de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Le NPA quant à lui persiste à refuser la nécessité de travailler à des majorités de gauche.

Il n'est pas possible d'en rester là. Il est urgent de relever le défi d'une issue politique à la crise actuelle, de sortir de cette confusion, de faire émerger à gauche un nouvel espoir, de s'attaquer sans attendre à construire cette alternative politique majoritaire de gauche qui permettra de répondre à la crise et aux urgences populaires en s'attaquant aux logiques capitalistes. C'est le moment, et c'est possible.

Nous avons entamé ce travail et cette démarche en faisant le choix à notre congrès de la constitution de fronts. Nous avons concrétisé cette démarche avec le Front de gauche à l'élection européenne, en proposant sur la base d'un projet clair un rassemblement sans exclusive à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce projet. Ce n'était qu'un début mais cela a créé une dynamique. Nous voulons amplifier cette démarche, aller beaucoup plus loin, en portant haut et fort son ambition majoritaire.

Les élections régionales sont une occasion d'avancer dans cette voie. Tout doit être fait pour que puisse s'exprimer dans ce scrutin de la manière la plus forte et la plus claire possibles le besoin d'orientations politiques et de majorités régionales résolument ancrées à gauche. C'est nécessaire pour le pays et pour les régions.

D'ailleurs, l'UMP n'aborde pas ces élections comme des élections intermédiaires. Elle veut tous les pouvoirs et ne supporte pas que la gauche dirige vingt régions sur vingt deux. Elle entend faire de la reconquête des pouvoirs régionaux en mars 2010 un tremplin pour relancer l'adhésion à son projet politique et le remodelage de la société qu'elle a engagée. Son projet s'inscrit d'ailleurs dans les politiques européennes qui poussent à la mise en concurrence des territoires, des métropoles jusqu'aux régions, en les soumettant toujours plus aux exigences des marchés.

Voilà pourquoi les élections régionales auront dans ce contexte un triple enjeu :

le premier enjeu sera celui des orientations politiques adoptées. Soit les régions deviennent des relais, des amplificateurs de la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, ou accompagnent cette politique sans réellement la combattre ; et la crise, les inégalités seront encore aggravées. Soit elles deviennent des pôles de résistance à cette politique, des pôles d'initiatives, de luttes et de propositions pour promouvoir d'autres logiques solidaires, citoyennes, écologiques ; et elles peuvent contribuer à faire reculer la crise, à rendre la vie meilleure à des millions de nos concitoyennes et concitoyens, à faire émerger des choix politiques alternatifs aux logiques capitalistes et aux modèles productivistes.

Nous voulons des projets régionaux qui portent partout une cohérence nationale forte à partir de plusieurs grands axes de propositions :

la défense et la promotion des services publics, nationaux et locaux, notamment en matière d'éducation, d'enseignement supérieur, de recherche et de culture ; de sécurisation de l'emploi et de la formation ; de protection de l'environnement ; de transports, d'énergie, de santé et de logement... Une politique de lutte contre

toutes les discriminations et pour l'égalité des femmes et des hommes.

La promotion de nouveaux critères d'utilisation de l'argent, avec notamment la création de fonds publics régionaux que pourraient saisir les salariés et les citoyens, impulsant, en lien avec le système bancaire, la sélectivité des crédits pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche, le respect de l'environnement ; et de nouveaux pouvoirs donnés aux salariés dans les régions et les entreprises pour décider et contrôler l'utilisation des fonds distribués. Une réforme globale de la fiscalité et des financements est également indispensable.

La relance de politiques industrielles, agricoles et urbaines, qui permettent en tous domaines, de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement socialement solidaire et écologiquement durable. La conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et leurs organisations, pour les citoyens, dans les entreprises comme dans les territoires, avec notamment de nouveaux droits d'intervention et des processus de démocratie participative généralisés.

Le second enjeu est un énorme enjeu démocratique.

La concentration et la confiscation des pouvoirs, portées en germes par la présidentialisation du régime, atteignent avec la présidence de Nicolas Sarkozy un niveau caricatural. Elles s'accompagnent d'une attaque en règle contre les libertés et les droits démocratiques. Mais cela ne suffit pas. La droite veut maintenant engager une réforme des collectivités locales qui est une attaque frontale contre la démocratie locale à tous les échelons, communale, départementale et régionale : sont programmés à terme la disparition des communes et des départements, le transfert massif de service public au privé, et l'impossibilité pour les élus de répondre aux aspirations de leurs populations, avec la limitation des compétences des collectivités et la suppression de la Taxe professionnelle. La création des conseillers territoriaux, cumulant mandat départemental et régional, la constitution de grandes métropoles, un mode de scrutin anti-démocratique seraient autant de facteurs de reprise en main par un Etat au service des grands groupes, d'éloignement des élus des citoyens et de recul grave du pluralisme politique.

La campagne des élections régionales doivent permettre de révéler ces projets largement ignorés, de construire une large riposte, de revendiquer que les assemblées locales et les citoyens soient consultés sur un tel bouleversement territorial. Elle doit porter une conception offensive de la démocratisation de l'Etat, des pouvoirs régionaux, du rôle des élus, et des services publics nationaux et locaux ; faire preuve d'audace en matière de droits des citoyens et des salariés à intervenir dans les entreprises et les territoires ; faire prévaloir des logiques de coopération entre les collectivités contre les logiques de mise en concurrence.

le troisième enjeu est celui de l'alternative politique à gauche. Les régions se doteront-elles de projets régionaux et de majorités clairement engagées à gauche, à la hauteur des nouveaux défis imposés par la crise et la politique agressive de la droite ? Ou seront-elles le théâtre de recompositions qui desserviraient tout le camp progressiste et surtout l'intérêt des régions et de leurs populations ?

Les majorités de gauche sortantes ont des bilans contrastés, mais ont permis dans un grand nombre de régions de réelles avancées pour le quotidien de milliers de femmes et d'hommes. Le travail des élus communistes dans ces régions en s'appuyant sur les populations, a démontré qu'il était possible d'obtenir des infléchissements des politiques régionales, de faire prévaloir des projets d'utilité publique. Ces élus constituent de solides points d'appui pour construire avec les populations les réponses de gauche qu'elles attendent.

Dans le mandat à venir, face à la crise et aux politiques gouvernementales de la droite, il faudra relever de tout autres défis. La gauche doit construire, avec les citoyen-ne-s, en s'appuyant sur la mobilisation et la créativité sociales, des projets à la hauteur. Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde à gauche. Les urgences sociales et écologiques sont pressantes, et la gauche gagnera si elle va à ces élections avec des projets ambitieux, novateurs et courageux. La gauche mobilisera si elle va au devant des électeurs avec un projet clair et

combatif, qui favorise l'intervention populaire pour faire face aux urgences sociales. Elle ira au contraire à l'échec si elle mise sur des calculs politiques qui la conduisent à composer avec les idées libérales au moment où celles-ci font la preuve de leur faillite.

Pour ces élections, il y a donc un enjeu pour savoir où se trouvera, dans les programmes comme dans les alliances, le centre de gravité des majorités alternatives à la droite. Nous le voulons pour notre part clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobilisation populaire. Cela comptera aussi pour les échéances politiques futures.

C'est avec l'ambition à nos yeux incontournable de relever ces défis que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et les hommes de gauche représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers populaires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire possibles la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce travail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1<sup>er</sup> tour, qui, à partir mais très au delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe-Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche ? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Pour réussir, les objectifs que pourraient se fixer ces listes doivent être clairs :

Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possibles les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.

Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions, et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exécutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseillers régionaux communistes.

Si elle est construite dans la clarté et dans l'ouverture la plus large, cette démarche peut aller à la rencontre des

attentes de millions de nos concitoyennes et concitoyens. Mais ce sera une rude bataille. Elle doit être engagée sans tarder.

Le conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce.

Au delà du débat des communistes qui doit se mener dans le respect de toutes les options exprimées, et des décisions qu'ils ont à prendre en pleine souveraineté, le Conseil national les appellent à faire connaître cette offre très largement dans la population, à prendre tous les contacts nécessaires avec celles et ceux qui peuvent s'y reconnaître.

Nous voulons mener une campagne offensive et constructive, qui refuse d'alimenter les logiques de division, qui soit axée sur un projet et des propositions de rassemblement, qui porte la perspective de constituer des majorités de gauche sur le contenu le plus transformateur possible.

Engageons sans tarder et avec confiance, toutes et tous ensemble, dans l'unité des communistes, une très grande campagne des élections régionales !

\*\*\*\*\*

L'offre a été adoptée par le Conseil national du PCF le 25 octobre par 126 voix pour, 22 contre et 9 abstentions